

Les subsides

Le gouvernement aurait pu également profiter de la semaine de l'environnement pour annoncer une initiative au sujet de l'énergie renouvelable et du recyclage, mais il est resté muet sur les deux points. Il n'est absolument plus question de recyclage depuis novembre 1984. Le gouvernement fédéral n'en parle pas. Il s'agit pourtant d'un aspect important de la conservation. Les énergies renouvelables ont aussi disparu complètement de la planification à long ou à court terme du gouvernement. C'est le silence complet. La semaine de l'environnement aurait été l'occasion idéale de parler du recyclage et des énergies renouvelables.

Le ministre de l'Environnement (M. McMillan) n'a cessé d'être accusé de museler les scientifiques. Au cours des six ou sept derniers mois, le ministre a critiqué ou baillonné à diverses reprises les chercheurs scientifiques. La semaine de l'environnement aurait pu être pour lui l'occasion de faire une déclaration positive sur le rôle important des chercheurs scientifiques, ainsi que de supprimer les contrôles et la censure exercés sur tout ce que peuvent avoir à dire à propos d'un certain nombre de questions cruciales les chercheurs scientifiques d'Environnement Canada.

En mai 1985 . . .

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'informer le député que son temps de parole est expiré. Nous passons à la période des questions et commentaires.

M. Redway: Monsieur le Président, je partage la préoccupation, que je sais authentique, du député, au sujet de l'environnement et de ses problèmes. J'ai été très intéressé par la partie de son intervention qui concernait l'utilisation du mauvais carburant et toute cette tentative pour convaincre les gens de passer de l'essence au plomb à l'essence sans plomb. Le député sait très bien qu'il a été ministre de l'Environnement du précédent gouvernement. Je sais que son souci des problèmes écologiques l'a incité à faire pression sur ses collègues du précédent gouvernement pour faire quelque chose dans le domaine écologique. J'aimerais savoir pourquoi, avec tout son intérêt et toute sa motivation pour les questions écologiques, le député n'a pas réussi à convaincre le gouvernement dont il faisait partie et dont il était même ministre de l'Environnement de trouver les crédits nécessaires pour purifier l'Ontario et le Québec des émissions de pluies acides provenant des usines, et en particulier d'Inco, de Noranda et de Falconbridge. Pourquoi n'a-t-il pas réussi à le faire puisque le gouvernement actuel en a pris l'engagement et y procède actuellement? Pourquoi le député n'a-t-il pas été capable de prendre lui-même les mesures nécessaires pour mettre fin à l'utilisation d'essence au plomb et imposer le genre de taxes qu'il nous suggère? Pourquoi, avec toute sa motivation écologique, a-t-il été incapable ainsi que son gouvernement de le faire, alors que notre gouvernement le fait?

● (1540)

M. Caccia: La réponse est très simple. Le gouvernement actuel a pu le faire parce qu'il avait toutes les cartes en mains grâce aux deux accords conclus avec les provinces. Je pourrais même en donner les dates aux députés s'il le veut. Il n'a qu'à se

reporter aux coupures de presse de l'époque pour s'en convaincre. En mars 1985, nous avons passé un accord avec les provinces pour entamer sans l'appui des États-Unis une réduction des émissions de métaux non ferreux dans toutes les provinces affectées par ce genre d'émissions. Une déclaration officielle a été publiée à cet égard en mars 1984. La première réunion visant à la mise en oeuvre de cette politique a eu lieu en juin 1984. C'est alors qu'ont commencé les discussions quant à la répartition des fonds. Il a également été question du rapport du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources sur les métaux non ferreux. On a commencé à discuter de la répartition et du coût total de la modernisation des industries visées.

La machine a été mise en marche. Quand le nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir, elle était bien huilée. J'invite le député à examiner les coupures de presse de l'époque. Cela a fait les manchettes.

En ce qui concerne l'essence au plomb, en décembre 1983, nous avons pris une mesure pour aligner la teneur en plomb de notre essence sur les normes adoptées par l'EPA, aux États-Unis. C'était cinq mois avant que l'EPA instaure de nouvelles normes nettement supérieures. Si j'avais su que cet organisme allait s'orienter dans cette voie, nous aurions peut-être imposé des limites beaucoup plus strictes que celles que nous avons annoncées en décembre 1983.

Enfin, en ce qui concerne l'utilisation de la mauvaise essence, je pense que le député a raison. Nous aurions pu en faire plus à ce moment-là. J'ai consacré tous mes efforts à mettre sur pied le mécanisme dont nous avons besoin pour consulter l'industrie et les syndicats afin d'établir quels seraient les nouveaux modèles d'automobiles équipés de convertisseurs catalytiques. Au cours de l'été 1984, nous avons fixé la date des consultations qui se sont déroulées pendant l'automne de la même année et qui ont permis au gouvernement actuel d'annoncer des mesures visant les automobiles qui sortiraient en 1988.

Le député comprendra que ce genre de chose ne peut se faire du jour au lendemain. C'est le résultat d'un effort continu et constructif. L'histoire se répète. Un gouvernement profite du travail déjà accompli par son prédécesseur.

M. Gurbin: Monsieur le Président, le député de Davenport (M. Caccia) mérite un A pour avoir essayé de nous expliquer que ses efforts n'ont pas abouti à grand-chose lorsqu'il était ministre de l'Environnement. C'est regrettable. Personne ne doute de ses bonnes intentions, mais en réalité il n'a rien fait qui vaille la peine d'être souligné.

J'ai deux petites remarques à faire et une question à poser. En ce qui concerne le plomb, il a fait publier des normes dans la *Gazette* du Canada. C'était en 1983 et ces normes n'entreront en vigueur qu'en janvier 1987. Le député a réussi à nous faire passer de 0.78 gramme par litre à 0.29 gramme par litre sur une période de quatre ans. En réalité, le taux de plomb est toujours aux environs de 0.44 gramme par litre. Il lui a fallu quatre ans pour y penser et c'est la seule chose concrète qu'il ait réussi à faire pendant qu'il était ministre de l'Environnement. C'est vraiment regrettable.